

## Texte de 4<sup>e</sup> de couverture

**V**ALORISER le patrimoine, s'opposer à la démolition de certains héritages, promouvoir des lieux de mise en mémoire et de commémoration : voici des formes de mobilisations collectives qui travaillent notre société en profondeur et qui interrogent la manière dont les individus et les groupes sociaux se construisent des repères identitaires, se positionnent dans la ville et dans la société. À travers les formes de mobilisation que nous avons pu observer, dans différentes villes de l'Ouest notamment, ce recours au patrimoine et à la mémoire est apparu comme une quête de visibilité, de légitimité et comme une nouvelle manière de s'appropriier les lieux. Une appropriation de l'espace qui est revendiquée, affichée, rendue visible à travers ce que nous avons appelé le « marquage de l'espace », à savoir le réinvestissement de traces et la production de nouvelles marques, correspondant à des signatures collectives : restaurations ou inversement destructions d'édifices, affichages officiels ou « sauvages », productions artistiques...

Traités successivement pour la commodité du raisonnement, ces trois processus que sont la patrimonialisation, la démolition et la mise en mémoire sont en fait totalement imbriqués. La patrimonialisation est la mise en valeur de lieux, d'espaces « désaffectés », qui deviennent en retour valorisants pour ceux qui se les approprient. La démolition est l'envers de la patrimonialisation : à travers les destructions conflictuelles, la « déconstruction » des grands ensembles ou le nettoyage des friches industrielles, la démolition représente la négation symbolique de certaines populations. La mise en mémoire et la commémoration correspondent à un réinvestissement de traces souvent ténues, mais aussi à la production de nouvelles marques, les monuments : ce sont les mémoires les plus douloureuses, celles des camps, de la pauvreté, de la ségrégation qui ont été abordées dans cet ouvrage, celles qui sont les plus difficiles à inscrire dans l'espace public.

À travers ces trois entrées, nous proposons une nouvelle manière d'interroger les inégalités sociales : quels sont les individus, les groupes sociaux qui réussissent à inscrire dans les espaces urbains la trace reconnue de leur existence ? À l'heure où les revendications mémorielles sont exacerbées, ce travail révèle toute l'importance de la dimension spatiale pour comprendre les mécanismes de mise en mémoire.